



CTSD 5 septembre 2017



Déclaration liminaire des représentants des personnels du SNUipp-FSU

Depuis quelques semaines, le pays découvre le vrai visage des vieilles idées libérales portées par le mouvement politique au pouvoir. Sous prétexte de lutter contre les déficits, les programmes libéraux veulent détruire l'État et les services publics au profit du marché. Les annonces et projets libéraux font étrangement échos à ceux d'il y a une décennie. Il s'agit :

- de réduire et culpabiliser la dépense publique, source de déficit et d'assistanat social, pour soutenir le libre investissement privé et garantir la croissance des revenus des plus riches
- de passer outre les partenaires sociaux, à la seule fin de créer un avantage pour les puissants et les possédants,
- de libérer les entreprises du CAC40 dispendieuses en dividendes, en les exonérant de leurs responsabilités sociales pour en faire dans le même temps les premières bénéficiaires des sommes recueillies au titre des prélèvements, faire voler en éclats les réglementations, valoriser l'esprit individualiste tout en dénigrant les fonctionnaires et les solidarités collectives,
- de se présenter comme transformiste-moderniste et de ringardiser les promoteurs d'un modèle social solidaire et fraternelle.

Surfant sur le besoin de renouveau des pratiques politiques exprimé à chaque élection, le nouveau président, choisi par moins d'1 électeur sur 5 au premier tour, entend formater le pays selon cette vision libérale. Si un tel dessein aboutissait, pour l'ensemble des travailleurs, l'addition serait salée !

Les premières attaques se centrent sur le code du travail qui serait fait pour embêter « 95% des entreprises » selon la ministre du travail. Pourtant, d'après l'INSEE, les principales barrières à l'embauche citées par les entreprises elles-mêmes sont les incertitudes sur le carnet de commande et la disponibilité de la main d'œuvre. La réglementation est citée par seulement 18% d'entre elles ! Le détricotage du code du travail n'a au final pour objectif que de renforcer le pouvoir du patronat, du marché et de l'actionnariat. Le projet de loi travail inscrit dans le marbre la précarisation et la flexibilisation du contrat de travail. Les salariés seront contraints de devoir accepter tout changement de lieu de travail, de temps de travail et de rémunération, sans aucune possibilité de s'y opposer. C'est un retour en arrière sans précédent que le SNUipp et la FSU dénoncent et combattent en appelant à participer sous toutes les formes possibles à la journée d'action du 12 septembre.

Pour les services publics, c'est le coup de rabot. Le gouvernement envisage la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires sur le quinquennat. Les personnels sont les têtes à claques du régime : retour au gel du point d'indice, report d'une partie du PPCR, retour du jour de carence. Il s'attaque aux budgets sociaux toujours en brandissant le spectre des déficits...et scie la branche des ressources fiscales de l'Etat notamment en réformant l'ISF (pour les intérêts des plus riches). Pourtant, nombre de services publics souffrent de sous-effectifs chroniques.

C'est par exemple le cas de l'Education nationale, largement sous investie. Deux exemples ::

- D'abord, la dépense par élève qui est inférieure de 15% à la moyenne de l'OCDE et de 30% à la moyenne des 11 pays comparables au nôtre. Ces derniers sont ceux qui réussissent mieux à la fois sur les résultats moyens PISA et également en termes d'impact des inégalités sociales sur les résultats scolaires..
- Ensuite, le nombre d'élèves par enseignant. Avec ses 19,4 élèves/enseignant, la France se trouve loin des 15,1 élèves par enseignant de la moyenne de l'OCDE tout comme des 14,7 pour les 11 pays comparables qui réussissent mieux.

Ces décalages illustrent bien le manque criant de moyens pour baisser les effectifs, assurer le remplacement et la prise en charge des difficultés scolaires....Quand dans le même temps la fraude fiscale représente entre 60 et 80 milliards d'euros, 6 milliards d'euros supplémentaires permettraient d'atteindre la dépense des 11 pays qui réussissent mieux à PISA.

Plusieurs clignotants budgétaires sont au rouge dans la maison éducation nationale.

- **Premier indicateur :** Les 23 157 contrats aidés de moins à cette rentrée (un tiers du total de l'an passé). Le premier ministre et celui de l'éducation argumentent d'une coupe sans effet puisqu'il ne s'agirait que de supprimer les aides à la direction. C'est une nouvelle insulte à ces personnels, un peu comme si ces derniers ne servait à rien, n'avait aucune valeur, aucun rôle, aucune fonction, ... La disparition de ces personnels là où ils se trouvent sera douloureusement vécue par les directrices/directeurs, plus généralement les enseignants, mais aussi les élèves et leurs parents! Le SNUipp-FSU dénonce les répercussions de ce véritable plan social. Nous nous inquiétons aussi des conditions d'accompagnement des élèves en situation de handicap dans le département : sur certaines périodes, plus d'une centaine n'avait pas pu être accompagné l'an passé ! Ce nombre va-t-il aller croissant cette année ? L'Etat joue un double jeu avec les familles, les équipes : s'il permet la reconnaissance officielle des difficultés à travers la loi de 2005, il laisse, faute de moyens, des élèves au bord du chemin, des familles et équipes sans solutions. Il faut sécuriser l'aide à la direction, l'accompagnement des élèves en situation de handicap, par un recrutement sous statut, qui reste à créer. C'est une nécessité afin de sortir ces personnels du sous prolétariat et de reconnaître leur engagement et leur mission!
- **Second indicateur :** tout est fait pour que les enseignants restent dans leur école et ne coûtent rien en déplacement. Les stages de formation continue à candidature individuelle sont réduits au stage école. Les animations pédagogiques se font exclusivement dans l'école ou via Magistère. Seuls nos collègues formateurs seront amenés à se déplacer pour accompagner les équipes. Ces collègues vont multiplier les heures de route pour pallier les insuffisances budgétaires du département.

Nous nous interrogeons d'ailleurs sur le budget de la DSDEN de l'Ardèche. Après les restrictions de départ en stage CAPPEI, l'annulation de stages de formation en fin d'année, c'est maintenant une année sans déplacement qui est programmée. On nous a, un temps, expliqué que ces choix s'expliquaient par des dépenses exceptionnelles liées aux formations sécurité. Pourtant, quand on connaît l'histoire du département, on sait que de grands rassemblements identiques ont déjà eu lieu et n'ont pas impacté la formation des personnels. C'est pourquoi nous demandons, pour la xième fois, la tenue d'un CTSD dédié au budget de la DSDEN.

Au ministère, Blanquer récite la leçon apprise sous Darcos! Nommé à un autre poste, il rêve désormais de transformer l'école sur fond de propositions aussi poussiéreuses que dangereuses : ajouter des échelons hiérarchiques dans l'école, relancer le débat inepte syllabique/global, multiplier les évaluations sommatives, remettre en cause la scolarisation en maternelle ...les annonces délétères se succèdent à un rythme élevé.

A cette rentrée, le SNUipp-FSU propose à la profession de reprendre la main sur notre métier et d'agir pour exiger la baisse des effectifs, l'augmentation, pour ne pas dire la création de la formation continue, une progression salariale avec rattrapage du pouvoir d'achat, une baisse du temps de travail sans baisse du temps d'enseignement pour les élèves, la création massive de postes de rééducateurs, maîtres E, psychologues, Ulis, UpE2A, ...

Pour cela, il faut en finir avec une politique budgétaire qui n'a d'autres visées que d'assurer un retour sur investissement des promoteurs du mirage présidentiel, le président et son gouvernement doivent prendre de la hauteur pour œuvrer à la construction d'une société solidaire et fraternel !